

---

## Manifestation de solidarité avec les demandeurs d'asile-

Pour un accueil digne des demandeurs d'asile  
Face aux menaces d'expulsion

Jeudi 07 mars à 18h – Place François Rude dite « du  
Bareuzai » – Dijon ---



---

Signataires : ACAT Dijon / Action Catholique Ouvrière / Adisar / Afrane Bourgogne / Amnesty International / ATTAC 21 / Agir ABCD / CFDT 21 / CGT 21 / Club Unesco Dijon / CCFD Terre Solidaire / CNT 21 / CSF / Espace Autogéré des Tanneries / Euphorbe en Illabakan / Fraternité de St François d'Assise / FSU 21 / CIMADE / La Vie Nouvelle / Ligue des Droits de l'Homme / MRAP / Pastorale des Migrants / RESF 21 / SOS Refoulement / Syndicat de la Magistrature / Sud Santé / Tends la Main / Urgence Solidaire

---

---

## Manifestation de solidarité avec les demandeurs d'asile-

Pour un accueil digne des demandeurs d'asile  
Face aux menaces d'expulsion

Jeudi 07 mars à 18h – Place François Rude dite « du  
Bareuzai » – Dijon ---



---

Signataires : ACAT Dijon / Action Catholique Ouvrière / Adisar / Afrane Bourgogne / Amnesty International / ATTAC 21 / Agir ABCD / CFDT 21 / CGT 21 / Club Unesco Dijon / CCFD Terre Solidaire / CNT 21 / CSF / Espace Autogéré des Tanneries / Euphorbe en Illabakan / Fraternité de St François d'Assise / FSU 21 / CIMADE / La Vie Nouvelle / Ligue des Droits de l'Homme / MRAP / Pastorale des Migrants / RESF 21 / SOS Refoulement / Syndicat de la Magistrature / Sud Santé / Tends la Main / Urgence Solidaire

---

Depuis novembre 2011, des nombreuses associations et particuliers se sont regroupés pour agir face à la dégradation des conditions d'accueil des migrants à Dijon.

De nombreux demandeurs d'asile, notamment issus de la Corne de l'Afrique (Erythrée, Somalie, Ethiopie, Soudan..) mais aussi d'Europe de l'est, du Caucase et des Balkans, ont dû fuir leur pays pour échapper à des persécutions ou à la mort, et demandent à ce titre le statut de « réfugié ».

Malgré les obligations découlant du droit international, à Dijon, les pouvoirs publics laissent un grand nombre de ces personnes, hommes mais aussi femmes seules avec enfants, à la rue et pour une grande partie sans aucune ressource ni accompagnement pendant le temps d'examen de leur demande d'asile. De surcroît, la majorité des demandes sont rejetées sans aucune alternative alors que les personnes concernées ne peuvent pourtant retourner dans des pays d'origine où leur vie est menacée.

Pour répondre à l'urgence, des locaux inutilisés ont été ouverts et occupés au cours de l'année avec le soutien de militants associatifs, afin de servir d'hébergement aux trop nombreux migrants laissés à la rue. Ils en ont été à plusieurs reprises expulsés sans décision de justice ou au mépris de celles existantes. A partir de début mars, plus de deux cents personnes sont de nouveau menacées d'expulsion immédiate, chemin des Petites roches et rue Bertillon notamment.

Revenant sur ses promesses et dans une volonté clairement exprimée de « faire baisser l'attractivité de la Côte d'Or » en matière d'asile, la Préfecture de Dijon a fait le choix de laisser désormais aussi à la rue des demandeurs d'asile avec des enfants en très bas âge, voire des mères avec leur bébé à la sortie de la maternité.

Face à ces situations intolérables, nous nous mobilisons et nous efforçons d'assurer une présence, un soutien matériel ainsi qu'un suivi des dossiers de demande d'asile dans le respect du travail réalisé par les travailleurs sociaux qui eux-mêmes font face à un cruel manque de moyens.

Depuis novembre 2011, des nombreuses associations et particuliers se sont regroupés pour agir face à la dégradation des conditions d'accueil des migrants à Dijon.

De nombreux demandeurs d'asile, notamment issus de la Corne de l'Afrique (Erythrée, Somalie, Ethiopie, Soudan..) mais aussi d'Europe de l'est, du Caucase et des Balkans, ont dû fuir leur pays pour échapper à des persécutions ou à la mort, et demandent à ce titre le statut de « réfugié ».

Malgré les obligations découlant du droit international, à Dijon, les pouvoirs publics laissent un grand nombre de ces personnes, hommes mais aussi femmes seules avec enfants, à la rue et pour une grande partie sans aucune ressource ni accompagnement pendant le temps d'examen de leur demande d'asile. De surcroît, la majorité des demandes sont rejetées sans aucune alternative alors que les personnes concernées ne peuvent pourtant retourner dans des pays d'origine où leur vie est menacée.

Pour répondre à l'urgence, des locaux inutilisés ont été ouverts et occupés au cours de l'année avec le soutien de militants associatifs, afin de servir d'hébergement aux trop nombreux migrants laissés à la rue. Ils en ont été à plusieurs reprises expulsés sans décision de justice ou au mépris de celles existantes. A partir de début mars, plus de deux cents personnes sont de nouveau menacées d'expulsion immédiate, chemin des Petites roches et rue Bertillon notamment.

Revenant sur ses promesses et dans une volonté clairement exprimée de « faire baisser l'attractivité de la Côte d'Or » en matière d'asile, la Préfecture de Dijon a fait le choix de laisser désormais aussi à la rue des demandeurs d'asile avec des enfants en très bas âge, voire des mères avec leur bébé à la sortie de la maternité.

Face à ces situations intolérables, nous nous mobilisons et nous efforçons d'assurer une présence, un soutien matériel ainsi qu'un suivi des dossiers de demande d'asile dans le respect du travail réalisé par les travailleurs sociaux qui eux-mêmes font face à un cruel manque de moyens.

**Dijonnais, nous appelons à manifester votre solidarité avec les demandeurs d'asile et à protester contre la détérioration actuelle des conditions d'accueil et des politiques migratoires, en France et en Europe.**

## Nous appelons à manifester pour :

- la création de places d'hébergement qui pallient l'insuffisance des places existantes en foyers, de sorte que les demandeurs d'asile puissent vivre décemment,
- l'arrêt des expulsions des squats et autres abris improvisés tant que des solutions de relogement correctes ne seront pas proposées,
- la levée des obstacles administratifs qui ne permettent plus aux personnes concernées de poursuivre normalement leurs démarches de demandes d'asile, notamment la suppression récente d'une possibilité de domiciliation postale par l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration).

Face à la politique de rejet des demandes d'asile, nous appelons à soutenir les personnes menacées d'arrestation, de placement en centre de rétention et d'expulsion. Nous ne pouvons accepter que des personnes menacées dans leur pays d'origine y soient renvoyées de force.

**Nous appelons aussi les dijonnais à se mobiliser immédiatement en cas d'expulsion des squats, devant le lieu concerné et le soir même de l'expulsion à 18h devant la préfecture.**

## Les aides matérielles, médicales, accompagnements juridiques, cours de français et autres propositions sont les bienvenues ainsi que la présence devant les squats en cas d'expulsion au cours des prochaines semaines. Pour être prévenu immédiatement en cas d'expulsion merci de nous faire parvenir votre mail ou numéro de téléphone à l'adresse e-mail du collectif :

[soutien-asile-21@potager.org](mailto:soutien-asile-21@potager.org)

**Dijonnais, nous appelons à manifester votre solidarité avec les demandeurs d'asile et à protester contre la détérioration actuelle des conditions d'accueil et des politiques migratoires, en France et en Europe.**

## Nous appelons à manifester pour :

- la création de places d'hébergement qui pallient l'insuffisance des places existantes en foyers, de sorte que les demandeurs d'asile puissent vivre décemment,
- l'arrêt des expulsions des squats et autres abris improvisés tant que des solutions de relogement correctes ne seront pas proposées,
- la levée des obstacles administratifs qui ne permettent plus aux personnes concernées de poursuivre normalement leurs démarches de demandes d'asile, notamment la suppression récente d'une possibilité de domiciliation postale par l'OFII (Office Français de l'Immigration et de l'Intégration).

Face à la politique de rejet des demandes d'asile, nous appelons à soutenir les personnes menacées d'arrestation, de placement en centre de rétention et d'expulsion. Nous ne pouvons accepter que des personnes menacées dans leur pays d'origine y soient renvoyées de force.

**Nous appelons aussi les dijonnais à se mobiliser immédiatement en cas d'expulsion des squats, devant le lieu concerné et le soir même de l'expulsion à 18h devant la préfecture.**

## Les aides matérielles, médicales, accompagnements juridiques, cours de français et autres propositions sont les bienvenues ainsi que la présence devant les squats en cas d'expulsion au cours des prochaines semaines. Pour être prévenu immédiatement en cas d'expulsion merci de nous faire parvenir votre mail ou numéro de téléphone à l'adresse e-mail du collectif :

[soutien-asile-21@potager.org](mailto:soutien-asile-21@potager.org)